

Dossier

L'île de la Réunion : regards contemporains

*A la mémoire de Joël Manselon,
homme des îles...*

Présentation

• **Philippe Vitale** *

*Maître de Conférences en sociologie
LAMES - MMSH, Université de Provence*

La thématique de ce numéro de la revue *Faire Savoirs* impose un éclaircissement liminaire. Pourquoi, en effet, consacrer un dossier à l'île de la Réunion, Département (et) Région d'Outre-Mer (DROM), située au beau milieu de l'océan Indien, à 10.000 kilomètres de Paris ? Que peut bien apporter le regard des sciences humaines et sociales sur une île dont on ne sait *a priori* pas grand-chose, si ce n'est qu'il y fait chaud, que son billet d'avion est très coûteux, que sa population est créole, que la cuisine locale est pimentée, qu'on y trouve un volcan en activité, qu'on y croise des cyclones et des moustiques et que sa Miss France a fait dernièrement la une des magazines *people* ? J'exagère sans doute. Mais à peine. Les métropolitains qui apprécient l'île, sont, le plus souvent, soit des fonctionnaires attirés par

l'exotisme et le 35% de vie chère, soit des amateurs de randonnées – pour les plages, on préfère l'île Maurice ou les Caraïbes. Ceux qui la méprisent, sans parfois y avoir séjourné, la confondent avec les Antilles ou se réfèrent aux poncifs médiatiques sur sa population “retardée” et “alcoolique” des Hauts (*52 minutes sur la Une*, 3 novembre 1989), sur les chiens-appâts des pêcheurs réunionnais (*30 millions d'amis*, 3 avril 2005), sur la sorcellerie et les sectes (*l'affaire du petit Lys d'amour*, 2007), sur les maladies tropicales (*le Chikungunya*), etc. Citant ici ces stéréotypes, et au risque de participer à leur re-connaissance, j'espère souligner l'intérêt principal de ce dossier : offrir des regards contemporains de spécialistes de la société réunionnaise. Disant cela, je ne néglige pas l'apport de la connaissance “ordinaire” de

* Université de Provence, Département de sociologie,
29 Av. Robert Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1
philippe.vitale@univ-provence.fr

l'île, notamment celle des Réunionnais. Mais, comme le rappelait, dès 1895, le sociologue Emile Durkheim¹, « *les univers familiers sont les plus sensibles aux fausses représentations, aux a priori, aux croyances...* ». Evidemment, le piège de l'ethnocentrisme et de ses déclinaisons menace toujours le chercheur métropolitain qui travaille sur les sociétés ayant connu le colonialisme et l'esclavagisme. La vague relativiste qui a cours, depuis les années 1980, dans les sciences sociales – notamment au travers des expressions extrêmes du courant anglo-saxon des *postcolonial studies*² – renforce, sans aucun doute, ce sentiment de suspicion du chercheur *zorey* (métropolitain), même s'il tente de mener raisonnablement ses recherches. Heureusement pour ce numéro, le relativisme n'est pas de mise chez ses auteurs. Qu'ils soient métropolitain/réunionnais, noir / blanc, homme / femme, de droite / de gauche, démographe / sociologue, riche / pauvre..., ils sont, avant tout, chercheur(e)s en sciences humaines et sociales, spécialistes d'un domaine qui concerne la Réunion. Point de regard condescendant sur l'île et sur ses habitants, sur leur culture, leur langue et leur histoire ! Mais point de populisme, de romantisme et d'exotisme obséquieux non plus !

Pourquoi se priver alors de recherches sur le terrain exceptionnel qu'offre la Réunion ? L'île, comme la ville de Chicago du début du XXe siècle qu'étudiaient les sociologues qui donneront le label à une école aujourd'hui bien connue – *L'école de Chicago* –, se présente, pour reprendre les mots de Robert Park, comme un véritable « *laboratoire social* ». En trois siècles, l'île qui a connu un peuplement, une histoire et un changement social inédits, concentre un ensemble de spécificités, d'institutions et de pratiques, particulièrement heuristiques pour les sciences humaines et sociales.

Aujourd'hui, et on y reviendra plus loin dans le dossier, la société réunionnaise connaît une situation économique et sociale particulièrement préoccupante : un taux de chômage de 29% sur une population active qui représente 42% de la population totale et dont la moitié des jeunes dépendent des aides sociales ; plus de 10% de Rmistes, 41% de personnes à la CMU

(Couverture Médicale Universelle), 12% d'illettrés... Les démographes prévoient, en outre, un million d'habitants au milieu du siècle, pour une île qui est trois fois plus petite que la Corse ! Quelque 500.000 voitures sont attendues à l'horizon 2020 dans une île qui est déjà quotidiennement bloquée par les embouteillages que le tram-train à venir et les nouvelles voies routières tenteront de surmonter. Enfin, la Réunion est confrontée à des problèmes sanitaires et sociaux importants et exponentiels.

Ce sombre tableau ne doit toutefois pas occulter les atouts de l'île : une situation géopolitique inédite dans l'océan Indien, une richesse de populations, de cultures et de cultes pluriels, une économie en plein développement, un potentiel touristique, un parc national qui occupe 42% du territoire, des expressions intellectuelles et artistiques originales et brillantes...

Bien-sûr, ce dossier, à l'inverse de l'Encyclopédie de La Réunion (1980-82) dirigée par le linguiste Robert Chaudenson, n'a pas l'ambition de présenter une synthèse des divers champs, travaux et problématiques sur la Réunion. On regrettera sans doute que tel ou tel spécialiste ait été oublié, que telle discipline ou tel art n'ait pas donné lieu à un article. Qu'on m'accorde l'indulgence de l'arbitraire de tout choix... L'exercice est toujours délicat, la voie de la publication laborieuse. Sans flagornerie, je sais gré à la revue *Faire Savoirs* de m'avoir laissé le champ libre et d'avoir misé sur l'intérêt d'un dossier consacré à la Réunion. D'autant que concernant l'île, si l'histoire, le droit, la linguistique et la littérature sont prolifiques sur cette thématique, les publications en psychologie, en démographie, en sociologie, en sciences politiques (...) sont plus discrètes. Comme si le contemporain de la Réunion avait du mal à sortir des mémoires de doctorat, des universités et des laboratoires. A ce jour, il n'existe pas, (pas encore, aurais-je envie d'ajouter...) à la Réunion, d'enseignement supérieur en psychologie, démographie, en sociologie, et le financement d'enquêtes sur le terrain réunionnais est le parent pauvre de la recherche.

J'espère modestement que ce dossier, qui réunit onze articles et treize auteurs – que je souhaite remercier ici chaleureusement pour leur contri-

bution –, participera à la connaissance de l'île et de ses problématiques contemporaines tant pour les chercheurs que pour toutes les personnes qui portent un intérêt à la Réunion et aux sciences humaines et sociales. Car, on l'aura compris, les analyses et les réflexions qui suivent, si elles concernent un espace, un temps et une culture particuliers, dépassent largement l'océan Indien.

Le dossier s'ouvre par l'article de l'historien Hubert Gerbeau, dont on connaît les travaux majeurs sur l'esclavagisme et le rôle au sein de l'Université de la Réunion de 1968 à 1980, puis au sein du Centre d'Etudes et de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien (CERSOI), qui propose, sous le titre *Le CERSOI et l'île de la Réunion : histoire d'un compagnonnage*, quelques jalons sur les liens particuliers qui unissaient, jusqu'à il y a peu, l'Académie d'Aix-Marseille, le CERSOI et l'île. Historiques, ses propos permettent de mieux comprendre le rôle des universités d'Aix-Marseille dans le développement de la recherche à la Réunion et l'attrait que présente toujours l'Université de Provence pour les étudiants réunionnais, comme l'intérêt que continuent à porter les chercheurs du sud-est pour l'océan Indien même si, hélas, le CERSOI a aujourd'hui disparu...

Un cadrage sur le contexte social et économique de la Réunion est indispensable pour prendre la mesure des problématiques abordées dans ce dossier. Marie-Laure Hoarau, directrice de l'Observatoire du développement de la Réunion (ODR), présente, dans son article intitulé *Le contexte socio-économique de la Réunion*, des données et analyses fondamentales pour saisir l'enjeu que représentent l'économie et le développement social de l'île et de ses habitants. Les statistiques qu'elle propose mettent en contraste une économie dynamique et des inégalités sociales croissantes.

Face à cette dialectique, la formation, l'école et l'université réunionnaises sont capitales. Ces institutions sont discutées par Frédéric Tupin, enseignant et chercheur en sciences de l'Éducation, tout d'abord sous l'angle diachronique de l'enseignement à la Réunion, ce qui permet, ensuite, à l'auteur de mener une analy-

se sur ce qu'il désigne comme « *les "handicaps" structurels au développement du système éducatif réunionnais* ». Statistiques à l'appui, Frédéric Tupin illustre et examine les inégalités scolaires contemporaines de l'île. Sa conclusion ouvre la voie sur des recherches à venir concernant le rapport au savoir des élèves réunionnais et de leurs parents, et sur la prise en compte des spécificités locales en termes de formation et d'emploi, de langue et de culture.

Suivent trois articles qui s'intéressent aux jeunes réunionnais (de moins de trente ans) qui, contrairement à la démographie de la métropole, représentent plus de la moitié de la population de l'île ! Dans son article, qui a pour titre *Un avenir incertain. Socialisation, formation et perspectives d'emploi des jeunes à la Réunion*, le sociologue Nicolas Roinsard fait l'hypothèse d'un décalage entre la réception des effets sociaux de la situation du chômage par les jeunes générations et par leurs parents. Si, pour le sociologue, les premières générations, qui ont connu la départementalisation, « *auraient intériorisé une certaine immobilité sociale dans le cadre organisationnel de la société de plantation* », leurs enfants ont bénéficié d'une scolarité plus longue qui donne lieu à des aspirations de promotion sociale. Or, la persistance du chômage contrarierait l'avenir de ces jeunes, menaçant ainsi la cohésion sociale. En écho à cette réflexion, dans leur article intitulé *Immobilis in mobile*, les sociologues Gilles Ascaride et Philippe Vitale questionnent le dispositif de la mobilité juvénile réunionnaise ou, plutôt, de l'immobilité qui caractériserait, selon eux, les trajectoires professionnelles des diplômés et des non-diplômés. Selon des hypothèses quelque peu différentes de leur collègue Nicolas Roinsard, les deux sociologues montrent qu'à partir des années 1990 un phénomène de résistance à la mobilité concerne particulièrement les jeunes mais aussi leurs parents qui sont, aujourd'hui, également réticents à l'égard d'un départ et/ou d'une installation en métropole. Le contexte économique et politique a changé mais ce sont surtout les rapports à l'égard de la métropole et de la culture qui semblent, selon eux, nouveaux. Discutant de cette relation depuis la départementalisation, ils concluent par

un focus sur la population des jeunes réunionnais, précaires, non-diplômés qui constituent le rang le plus énigmatique et le plus dynamique des résistants à la mobilité.

La contribution de l'anthropologue Alex Maillot poursuit la réflexion sur la population juvénile réunionnaise qui, loin des clichés, est diverse et opaque. Se référant à ses recherches menées à la Réunion durant sa thèse de doctorat, Alex Maillot interroge la catégorie "jeunesse" au travers de la pratique récente mais adulée du surf. Selon une grille de lecture empruntée aux sociologues Boltanski et Thévenot, il montre comment plusieurs *mondes* se croisent et s'opposent dans la pratique du surf en raison de l'absence de *principe commun* dont la créolité si souvent convoquée ne semble que le vernis culturaliste d'un réel bien plus compliqué et mouvant.

Les jeunes réunionnais ne concentrent certes pas l'ensemble des problèmes rencontrés à la Réunion. Suivant une entrée qualitative sur une enquête nationale consacrée aux violences envers les femmes, les démographes Dolores Pourette et Isabelle Widmer invitent, dans leur article *Violences conjugales à la Réunion : percevoir, savoirs et faire savoir*, à une réflexion sur les rapports sociaux de sexe à la Réunion, à partir de témoignages de femmes de l'île, d'âges et de milieux différents, et ayant connu ou non des situations de violences. Les violences conjugales, qui sont légion à la Réunion, sont appréhendées à partir de la perception que les femmes ont des situations vécues, de leurs conceptions des rôles attribués aux hommes et aux femmes dans la société réunionnaise, et des difficultés qu'elles rencontrent pour dénoncer les atteintes subies. Leur analyse révèle le poids des représentations de la violence à la Réunion tout comme l'influence dans un contexte insulaire de la crainte du regard de l'Autre.

La lecture des articles qui précèdent témoigne de l'importance du contexte, de l'histoire et de la culture pour comprendre les phénomènes et pratiques contemporains de la société réunionnaise. Les quatre contributions qui suivent abordent, chacune à leur manière, quelques-uns des principaux champs qui composent cette actualité. Ainsi, *L'enseignement de l'histoire de la*

traite négrière et de l'esclavage : des mémoires particulières à une histoire partagée de l'historien Gilles Gauvin apporte un éclairage essentiel sur la question mémorielle. Le débat autour de la mémoire de l'esclavage et de la colonisation qui secoue la France, depuis une dizaine d'années, a donné lieu à une série de mesures politiques, notamment en matière d'enseignement. Fort d'une observation participante, puisque l'auteur est enseignant d'histoire dans le secondaire et membre du *Comité pour la Mémoire de l'Esclavage* mis en place par le gouvernement Chirac, Gilles Gauvin développe une réflexion originale sur les "politiques mémorielles" et sur la réalité de la "salle de classe", sur la volonté politicienne d'un enseignement de l'esclavagisme et de la colonisation, sur les difficultés éthiques, épistémologiques et pédagogiques de cet enseignement... De cette tension entre « *le savant et le politique* », pour reprendre les mots de Max Weber, face à la mémoire surgissent, tout au long de l'article de Gilles Gauvin, des questions incontournables pour la Réunion et pour la métropole dans les possibles d'une construction d'une *mémoire partagée*.

Cette interrogation ne pouvait se passer d'une analyse de la situation linguistique de la Réunion. S'il existe bien un PPCM (plus petit commun multiple) à la population réunionnaise, sans nul doute, il s'agit de la langue créole. Aux antipodes d'un patois, d'une langue morte, d'un exercice de style folkloriste ou nostalgique, le créole est pratiquée par la majorité des réunionnais (Enquête IPSOS, juillet 2007, en cours d'analyse). Longtemps dominé par la langue française qui fut imposée à la Réunion, le créole connaît soudainement une reconnaissance en 2001 avec la création d'un CAPES et de cours d'initiation dans le secondaire. Selon une lecture curriculaire³, le linguiste Daniel Véronique propose, en premier lieu, dans son article intitulé *L'école à la Réunion : enjeux pour le créole et le français*, une présentation de l'évolution de la situation sociolinguistique de l'île. Il développe, ensuite, une analyse de la politique de la langue et de l'aménagement du (es) créole(s) au travers de son enseignement. Les difficultés repérées par Daniel Véronique ne rendent pas vaine toute tentative d'enseignement de la

langue créole. Par comparaison avec les situations guyanaise et antillaise, le linguiste souligne comment répondre aux problèmes que rencontre le curriculum de créole, si tant est que soit véritablement menée une réflexion didactique et politique sur la relation du français et du créole.

Quelle plus belle expression culturelle réunionnaise que celle du *maloya* qui conjugue langue créole et musique ! Fruit d'une thèse d'anthropologie en cours, la contribution de l'anthropologue Benjamin Lagarde, *Du Lontan au Koméla : deux disques de maloya pour un avenir réunionnais*, se propose de questionner la dialectique "tradition-modernité" et les "dynamiques identitaires réunionnaises" par l'examen de deux productions contemporaines de *maloya*. L'étude musicologique et le compte rendu d'observations de Benjamin Lagarde révèlent que les aspects religieux, politique et social du *maloya* se conjuguent avec des reconfigurations mémorielles et identitaires pour se confondre, parfois, avec des impératifs commerciaux.

Le sacré est également examiné dans l'environnement du symbolique et du "croire" par Stéphane Nicaise, jésuite et anthropologue, dans son article *Le phénomène religieux réunionnais*. Peut-on imaginer un dossier sur la Réunion sans aborder, à un moment ou un autre, la religion qui occupe une place tout à fait particulière chez les croyants, comme chez les agnostiques et les athées ? Or, loin de l'image du melting-pot culturel et/ou du *salad-bowl* des communautés ethniques et religieuses de l'île, Stéphane Nicaise souligne combien l'*United religions of Réunion* (je n'ai pu y résister !) mérite bien des nuances et des analyses pour objectiver les figures dynamiques du "croire" réunionnais. Ainsi, le recours à l'histoire de l'île, à ses différents peuplements, à l'esclavagisme, à la colonisation et au processus de créolisation s'avère particulièrement précieux pour saisir les différentes logiques et recompositions religieuses contemporaines.

Le dossier se conclut par l'article de l'anthropologue Christian Ghasarian, *L' "identité" en question à la Réunion*, qui aborde la délicate question épistémologique de l'usage de la

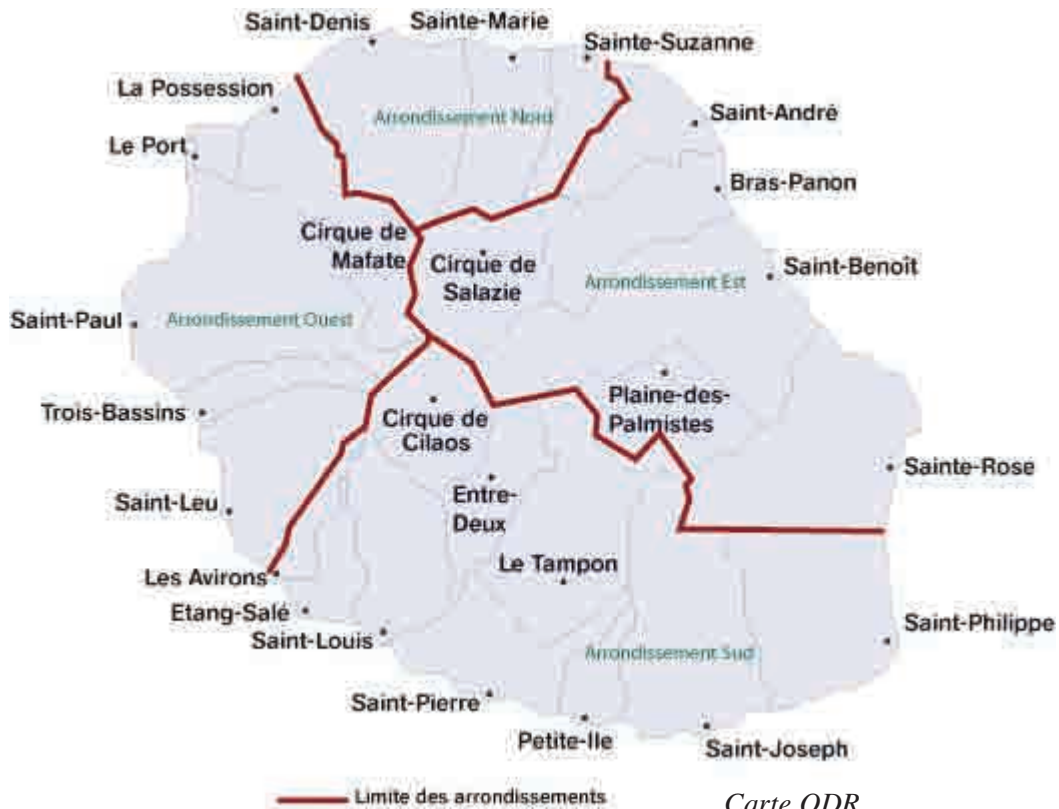
catégorie "identité". Véritable "tarte à la crème" des écrits en sciences humaines et sociales, comme des discours du sens commun, l'identité est ici questionnée via l'exemple de la Réunion. Après avoir rappelé les différents usages et apories de cette notion, Christian Ghasarian lance un coup de semonce épistémologique aux catégories de représentations, d'ethnicité, de communautés qui environnent le concept d'identité. L'expression la plus fruste semble être véhiculée par les politiques qui jouent de l'identité comme d'un concept-outil qui permet, tantôt, de défendre le repli communautariste, tantôt, l'idée d'une nation réunionnaise. Face à ce salmigondis, l'auteur reprend quelques unes de ses hypothèses sur les reconfigurations culturelles pour ouvrir des perspectives de réflexion et de recherche heuristiques et enthousiasmantes. Bonne lecture !

- 1 Durkheim, E. (1983, [1895]). *Les règles de la méthode sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- 2 Il existe peu de readers en langue française sur le champ des cultural studies. Une exception remarquable toutefois : Mattelart, A. & Neveu, E. (2003). *Introduction aux Cultural Studies*. Paris : Repère-La Découverte.
- 3 Le champ des *curricula*, particulièrement développé chez les anglo-saxons, concerne l'étude des enseignements, des programmes, de la pédagogie, des contenus d'enseignement... Pour une présentation synthétique de ce courant, on peut se référer au premier chapitre de Vitale, P. (2006). *La sociologie et son enseignement*. Paris : L'Harmattan.



Carte ODR

L'océan Indien



Carte ODR

L'île de la Réunion

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA

n° 7 - juillet 2008



L'île de la Réunion : regards contemporains

Coordination : Philippe Vitale

thèses

Lionel Dany

La drogue et le cannabis : approche psychosociale

Laurence Nicolas

Beauduc : l'utopie des gratte-plage

lecture

Philippe Langevin & Jean-Claude Juan

Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée